



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

AGRI • NUMÉRO 058 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 16 mai 2017

—
Président

M. Pat Finnigan

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mardi 16 mai 2017

• (1205)

[Français]

Le président (M. Pat Finnigan (Miramichi—Grand Lake, Lib.)): Bonjour. Je souhaite la bienvenue à toutes et à tous.

[Traduction]

Notre réunion a été légèrement réduite. Nous aurons pratiquement une heure complète avec nos invités.

Monsieur Lawrence MacAulay, ministre de l'Agriculture, je vous souhaite la bienvenue.

Le ministre est accompagné de divers représentants du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, dont Andrea Lyon, sous-ministre; Tom Rosser, sous-ministre adjoint, Direction générale des politiques stratégiques; Pierre Corriveau, sous-ministre adjoint, Direction générale de la gestion intégrée; Fred Gorrell, sous-ministre adjoint, Direction générale des services à l'industrie et au marché; par ailleurs, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, nous accueillons Paul Mayers, vice-président, Politiques et programmes. Bienvenue à tous.

Je vous remercie tous d'être venus aujourd'hui.

Chandra Arya remplacera Francis Drouin. Bienvenue, monsieur Arya.

Et pour le ministère de l'Agriculture, nous avons Gerry Ritz. Bienvenue.

Nous allons commencer sans plus tarder en accordant la parole au ministre pour une dizaine de minutes.

L'hon. Lawrence MacAulay (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire): Merci beaucoup, monsieur le président. Je suis heureux d'être de retour devant le Comité.

[Français]

Bonjour à tous.

[Traduction]

Je tiens à remercier le Comité du travail remarquable qu'il accomplit pour le secteur agricole du Canada. Vous vous êtes penchés récemment sur des enjeux importants, notamment l'endettement agricole, le bien-être des animaux et le prochain cadre stratégique pour l'agriculture. Je tiens à vous remercier pour l'excellent travail que vous avez effectué ainsi que pour l'éclairage que vous avez apporté sur ces enjeux.

Mon message pour vous aujourd'hui est que le gouvernement continuera à collaborer avec vous pour assurer la croissance du secteur agroalimentaire du Canada. Le Budget principal des dépenses que vous avez en main prévoit des investissements fédéraux de 2,3 milliards de dollars. Ces investissements visent à appuyer un secteur agroalimentaire dynamique, compétitif, innovateur et durable dans toutes les régions de notre pays.

Aujourd'hui, monsieur le président, j'aimerais aborder trois points importants: l'aide de notre gouvernement au secteur, le prochain cadre stratégique pour l'agriculture et nos priorités à venir.

L'agriculture est une grande priorité de notre gouvernement, comme en témoigne le budget que nous avons déposé il y a huit semaines. Le budget de 2017 positionne clairement l'agriculture comme un moteur de croissance de l'économie du Canada. Depuis que je siège au Parlement, je n'ai jamais vu un budget accorder autant d'importance aux possibilités de croissance du secteur agricole et agroalimentaire. L'agriculture est un des six secteurs cibles du nouveau plan pour l'innovation et les compétences du gouvernement.

Le budget fédéral de 2017 appuie les éléments essentiels d'un secteur agroalimentaire canadien compétitif.

En ce qui concerne le commerce, le budget prévoit une hausse des exportations agroalimentaires annuelles à 75 milliards de dollars d'ici 2025, l'élargissement de l'accès aux marchés en Asie, la finalisation de l'Accord économique et commercial global avec l'Union européenne, des investissements de 10 milliards de dollars dans les corridors de commerce et de transport, et des investissements de 2 milliards de dollars dans l'infrastructure rurale, y compris les routes et les ponts.

En ce qui concerne l'innovation, le budget prévoit des investissements de 70 millions de dollars dans les sciences et l'innovation agricoles pour faire face aux nouvelles priorités comme les changements climatiques et la conservation des sols et de l'eau; des investissements de près d'un milliard de dollars dans des supergrappes mettant l'accent sur les industries novatrices comme l'agroalimentaire; des investissements de plus de 1,2 milliard de dollars dans le Fonds stratégique pour l'innovation afin d'attirer et de soutenir de nouveaux investissements commerciaux de grande qualité dans les secteurs émergents, comme l'agroalimentaire.

En ce qui concerne l'environnement, le budget prévoit des investissements de 200 millions de dollars pour favoriser l'adoption élargie de technologies propres dans les secteurs des ressources naturelles, y compris l'agroalimentaire; des investissements de plus de 5 millions de dollars dans l'extension du Programme de stage en agroenvironnement pour aider les agriculteurs à apporter des améliorations écologiques dans leurs exploitations et permettre à des jeunes d'acquérir une expérience de travail en agriculture.

Par ailleurs, le budget renouvelle l'engagement du gouvernement à l'égard du prochain cadre stratégique pour l'agriculture. Le processus d'élaboration du cadre avance bien. Après avoir sondé l'opinion du secteur agricole en juillet dernier, les ministres provinciaux et territoriaux et moi avons convenu de six grandes priorités dans la Déclaration de Calgary. Ces priorités sont les marchés et le commerce; la science, la recherche et l'innovation; la gestion des risques; la durabilité de l'environnement et les changements climatiques; l'agriculture et la transformation agroalimentaire à valeur ajoutée; la confiance du public.

J'ai eu une réunion fructueuse avec mes collègues provinciaux et territoriaux à Ottawa, la semaine dernière, réunion au cours de laquelle nous avons poursuivi ces importantes discussions. J'ai hâte à notre conférence annuelle à St. John's, en juillet, où nous poursuivrons nos préparatifs en vue du lancement du prochain cadre.

Je tiens à remercier le Comité de son excellent travail et de ses recommandations relativement au prochain cadre stratégique pour l'agriculture. Nous examinons actuellement les recommandations du Comité dont la contribution est très précieuse.

Je peux assurer le Comité que nous travaillerons avec nos partenaires provinciaux et territoriaux pour faire en sorte que le prochain cadre stratégique réponde aux besoins du secteur et des Canadiens. Comme vous, nous menons de vastes consultations auprès du secteur et des Canadiens. Nous allons jeter les bases de l'avenir de notre grand secteur. Le cadre stratégique soutiendra le potentiel de croissance du secteur agroalimentaire canadien.

En plus du prochain cadre stratégique, nous avons, cette année, d'autres priorités qui misent sur nos réussites récentes.

L'Accord économique et commercial global avec l'Union européenne est hautement prioritaire. Nous déployons beaucoup d'efforts avec le secteur pour tirer le maximum des débouchés qu'offre l'AECG. Cet accord historique unira le marché de 35 millions de Canadiens à un marché de 500 millions d'Européens. Selon nos estimations, l'AECG permettra d'accroître nos échanges de produits agroalimentaires avec l'Europe de 1,5 milliard de dollars par année. Au-delà de l'Europe, je continuerai à travailler avec tous nos partenaires internationaux pour faire la promotion des exportations canadiennes et veiller à ce que nos échanges commerciaux soient ouverts et fondés sur des principes scientifiques. Au cours de la prochaine année, nous prévoyons mener des missions dans des marchés importants, notamment aux États-Unis, pour une rencontre avec mes homologues à Washington et dans l'Union européenne. Par ailleurs, je retournerai en Chine pour une mission de suivi. Il n'y a rien de mieux que les rencontres en personne pour faire accroître nos échanges commerciaux dans ces marchés.

Tout en faisant la promotion du commerce, le gouvernement continue à défendre la gestion de l'offre. Nous investirons 350 millions de dollars pour aider les producteurs et les transformateurs de l'industrie laitière canadienne à demeurer à l'avant-garde de l'innovation et à faire la transition vers l'AECG. Ces importants programmes seront en place au moment de l'entrée en vigueur de l'AECG.

Nous continuerons aussi à renforcer notre relation avec les États-Unis, notre plus important partenaire commercial. J'ai récemment prononcé des discours devant deux groupes d'intervenants importants aux États-Unis: celui des State Agriculture and Rural Leaders de Louisiane et le New England-Canada Business Council à Boston. La semaine dernière, j'ai également eu un très bon entretien téléphonique avec le secrétaire à l'Agriculture Sonny Perdue qui vient d'être récemment nommé. Nous comprenons tous les deux l'importance de renforcer notre relation commerciale. Nous continuerons à faire la promotion des avantages de l'ALENA, un accord qui a permis de quadrupler le volume du commerce agricole en Amérique du Nord.

Il est essentiel de pouvoir acheminer nos produits pour avoir accès à de nouveaux marchés et accroître les exportations canadiennes vers les marchés actuels. Le commerce ne peut se passer du transport. Par conséquent, le gouvernement s'est engagé à présenter un projet de loi afin d'aider à bâtir un système de transport du grain efficace et fiable au Canada. Ce matin, le gouvernement a donné suite à cet

engagement lorsque le ministre des Transports a déposé une loi en ce sens à la Chambre des communes. Ce projet de loi fait partie de la stratégie Transports 2030 du ministre Garneau. Il répondra à des préoccupations importantes soulevées par l'industrie du grain dans le cadre des consultations. La loi proposée aidera à rendre le système de transport ferroviaire canadien plus équitable, efficace et transparent, maintenant et à l'avenir.

En m'appuyant sur ces mesures, je suis heureux aujourd'hui d'annoncer que le gouvernement du Canada renouvelle le mandat du Groupe de travail sur la logistique du transport des récoltes. Ce groupe de travail est un excellent moyen de réunir les intervenants du secteur et du gouvernement. Je suis heureux de savoir que nous pourrons continuer à profiter des observations de ce groupe de travail au cours des années à venir. De plus, le secteur nous a indiqué que l'information et la collaboration étaient essentielles à un rendement supérieur. Nous devons savoir de façon précise comment se porte le système en tout temps. C'est pourquoi je suis également heureux d'annoncer que le gouvernement renouvelle le Programme de surveillance des grains pour trois autres années. Ainsi, le secteur aura une idée précise du fonctionnement du système et nous pourrons prendre des mesures rapidement lorsqu'un problème se présentera.

Nous allons bientôt lancer des consultations avec le secteur et avec les Canadiens en vue d'élaborer une politique alimentaire nationale. Nous avons décidé d'entreprendre de vastes consultations auprès des intervenants et de la population canadienne au sujet de l'élaboration d'une politique alimentaire. Je crois savoir que le Comité a aussi l'intention de consacrer une étude à la politique alimentaire nationale. Si ce projet voit le jour, je serais bien entendu très intéressé à connaître vos recommandations.

Bien entendu, nous continuerons à communiquer avec les jeunes agriculteurs qui sont l'avenir de notre secteur. Nous continuerons à aider les jeunes à acquérir des compétences et à obtenir le soutien dont ils ont besoin pour continuer à faire vivre l'agriculture canadienne au cours des générations à venir. C'est toujours inspirant de rencontrer des jeunes qui se passionnent pour l'avenir de l'agriculture. J'ai organisé dans les diverses régions du pays plusieurs tables rondes et événements Facebook en direct sur les jeunes dans l'agriculture, parce qu'il est extrêmement important pour nous de rencontrer les jeunes, de comprendre leurs enjeux et leurs préoccupations et de connaître leurs points de vue sur le secteur agricole.

Monsieur le président, le 150^e anniversaire du Canada est une source de fierté pour les agriculteurs, étant donné que l'agriculture est profondément enracinée dans l'histoire du Canada.

● (1210)

L'agriculture jouera certainement un rôle essentiel dans notre croissance future. D'après moi, le secteur agricole a un avenir plein de promesses et de possibilités. Dominic Barton, président du Conseil consultatif en matière de croissance économique établi par le ministre des Finances, a publié récemment un rapport dans lequel il affirme que l'agriculture canadienne peut être essentielle à la prospérité future du Canada. Les agriculteurs et les transformateurs canadiens produisent les meilleurs aliments au monde et sont bien placés pour répondre à la demande croissante.

Notre pays a d'immenses possibilités à exploiter, mais nous ne devons rien tenir pour acquis. Pour réussir, il faudra déployer beaucoup d'efforts et renforcer les partenariats. Il y aura toujours des défis à relever, mais si nous unissons nos forces, notre pays continuera à connaître beaucoup de succès. J'entends bien continuer à collaborer avec votre comité pour assurer un avenir prometteur à notre secteur.

Merci beaucoup.

• (1215)

Le président: Merci, monsieur le ministre, pour vos observations liminaires.

Nous allons maintenant commencer nos premiers tours de questions.

Nous allons accorder six minutes à M. Bev Shipley.

M. Bev Shipley (Lambton—Kent—Middlesex, PCC): Merci, monsieur le ministre, d'être des nôtres aujourd'hui.

J'aimerais revenir en arrière et parler de la Commission canadienne du lait et du cadre stratégique. J'ai noté que certains changements concernent la Commission, et j'ai une question au sujet des contributions à l'appui du programme canadien d'adaptation agricole. Dans le Budget principal des dépenses de 2016-2017, elles étaient légèrement supérieures à 10 millions de dollars. Maintenant, elles sont réduites à 5,5 millions de dollars.

Je peux voir quel usage a été fait de 800 000 \$ environ, mais je me demande si vous pourriez m'aider à comprendre comment a été utilisé le reste de ces contributions destinées au programme d'adaptation. En fait, monsieur le ministre, vous évoquez tout ce que nous voulons faire en matière d'adaptation de la recherche, mais je constate que les contributions ont été réduites de 5 à 6 millions de dollars. Pourriez-vous nous aider à comprendre cet écart?

L'hon. Lawrence MacAulay: Je pense que je vais laisser Pierre répondre à cette question détaillée.

M. Pierre Corriveau (sous-ministre adjoint, Direction générale de la gestion intégrée, ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire): Le niveau de référence du ministère affiche une réduction, mais en fait ces fonds demeurent dans le secteur. En effet, ces fonds d'une valeur de 4,47 millions de dollars ont été transférés au ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest. Ils sont destinés à appuyer la Saskatchewan Cattlemen's Association qui participe à un programme conjoint avec l'Université de la Saskatchewan et son collègue vétérinaire pour la création de deux installations, l'une à Clavet, en Saskatchewan, et l'autre à Floral, dans la même province. Ces fonds sont consacrés à cette organisation.

Le ministère de la Diversification économique de l'Ouest dirige ce projet, mais une partie des fonds provient de l'autre ministère. C'est un processus normal. Évidemment, le niveau de référence du ministère affiche une petite diminution, mais l'argent demeure dans le secteur.

M. Bev Shipley: Merci. Nous y reviendrons peut-être un peu plus tard.

Monsieur le ministre, des fonds ont été consacrés au transport, et vous avez parlé des fonds qui seront consacrés au transport rural pour la construction de routes, de ponts et autres infrastructures. En réalité, ce qu'on peut constater actuellement, c'est que la grosse majorité des projets d'infrastructure — soit 94 ou 95 % — n'ont même pas démarré. Alors, en fait de financement des infrastructures, on se rend compte que l'on ne prévoit aucune nouvelle dépense au-delà de l'énoncé économique de l'automne 2016. Si l'on va plus loin,

on constate que la majorité des fonds sont reportés au-delà de 2022. Cela nous amène un peu loin.

Le financement des transports vise les projets locaux, comme la construction de routes et de ponts dont vous avez parlé, mais également les grands projets. Si nous voulons favoriser les exportations — puisque nous sommes une nation exportatrice —, nous devons pouvoir acheminer nos produits jusqu'aux marchés d'exportation, nous devons disposer de l'infrastructure nécessaire pour atteindre ces marchés. Je m'inquiète de voir que le budget des transports est reporté dans le budget des dépenses, dans ce cas à une date postérieure à 2022. J'aimerais vous demander de nous expliquer tout cela.

L'hon. Lawrence MacAulay: Comme vous le savez, les infrastructures de notre pays n'étaient pas en très bon état lorsque nous avons pris les rênes du pays. C'est pourquoi nous voulions faire un important investissement, parce que notre gouvernement comprend parfaitement que nous ne devons pas nous contenter de produire, nous devons aussi acheminer ces produits vers les marchés. Nous avons les meilleurs agriculteurs et éleveurs du monde, mais ils doivent aussi être en mesure d'acheminer leurs produits vers les marchés.

C'est pourquoi ce sont les provinces et les territoires qui vont bénéficier, grâce à une entente conjointe, de la plus grande partie du Fonds pour l'infrastructure verte de 21,9 milliards de dollars étalés sur 9 ans. Nous voulons collaborer avec les autres gouvernements pour nous assurer de mettre en place les bons projets d'infrastructure, afin de permettre au secteur agricole de pouvoir acheminer ses produits vers les marchés. Par ailleurs, des crédits de 10,1 milliards de dollars étalés sur 11 ans seront consacrés au commerce et aux corridors de transport.

Tous ces projets sont cruciaux et, je ne suis pas le ministre de l'Infrastructure, mais j'appuie tout à fait cette initiative, parce que je comprends parfaitement que si l'infrastructure est inexistante, une des premières choses qu'il faut faire, c'est de trouver un moyen d'acheminer les produits.

• (1220)

M. Bev Shipley: Oui.

L'hon. Lawrence MacAulay: Monsieur Shipley, je tente tout simplement de répondre à votre question.

Le commerce et l'économie souffrent énormément d'un mauvais réseau de transport. C'est la raison pour laquelle j'ai tant insisté à propos de l'application de pénalités réciproques, même dans le secteur ferroviaire. Étant agriculteur, je ne pouvais imaginer qu'une telle situation puisse se produire.

Beaucoup de projets sont en place, mais on ne peut pas obtenir des résultats du jour au lendemain, et nous allons nous assurer de mettre en place les réseaux adéquats pour que nos agriculteurs puissent transporter leurs produits.

Je vous remercie pour votre question.

M. Bev Shipley: Oui, et je comprends cela.

Avant cet énoncé, nous avions le plus grand programme de dépenses en infrastructure qui proposait des mesures concrètes. Le problème dans ce cas-ci, c'est que tout est reporté à 2022.

J'aimerais maintenant parler du programme de stage en agroenvironnement que vous avez mentionné et qui vise à améliorer les exploitations agricoles et offrir de l'expérience aux jeunes agriculteurs. Nous savons que la demande est énorme, que les jeunes sont très demandeurs, mais je constate qu'il n'y a pas de crédits prévus...

Le secteur agricole a du mal à faire reconnaître l'apport positif de l'agriculture au dossier environnemental. Je constate que le budget ne consacre aucun crédit à la promotion des avantages que l'agriculture apporte déjà à l'environnement.

L'hon. Lawrence MacAulay: Bien sûr, il faut commencer par reconnaître que les agriculteurs sont les meilleurs intendants de la nature. Mais, en effet, tous ces fonds sont consacrés à la mise en oeuvre de projets verts. Ces fonds aident les agriculteurs à moderniser leurs exploitations de manière écologique. C'est la raison d'être de ce programme.

Nous avons bien conscience également que les 2 millions de dollars consacrés à ces projets l'an dernier n'étaient pas suffisants. C'est pourquoi nous avons plus que doublé ce montant cette année. Je suis content que nous l'ayons fait, parce que nous appuyons les projets environnementaux de manière à permettre au secteur agricole d'aller encore plus loin. Personne ne s'intéresse autant à la nature et aux enjeux environnementaux que les agriculteurs eux-mêmes. Étant moi-même agriculteur, je comprends que l'on ne puisse pas laisser l'environnement se dégrader et, pour un agriculteur, il y a beaucoup de choses à faire.

Cela donne aux jeunes l'occasion de travailler dans des exploitations agricoles et d'assister à la mise en oeuvre de ces projets. Je pense que ces programmes... Je sais que nous avons obtenu d'excellents résultats l'an dernier et que les résultats seront encore plus positifs pour le secteur agricole au cours des prochaines années. Les jeunes auront acquis de l'expérience grâce à leur participation. C'est un autre aspect important dans ce domaine très important.

Le président: Merci.

C'est maintenant au tour de M. Longfield, pour six minutes.

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Merci, monsieur le ministre, d'être ici aujourd'hui, et merci également au personnel du ministère d'être présent pour répondre aux questions de manière plus détaillée.

J'ai une question à propos des discussions avec les provinces relativement au cadre stratégique pour l'agriculture et, si nous avons le temps, je poursuivrai avec une question concernant le budget de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

En ce qui a trait aux discussions avec les provinces, je crois comprendre, après avoir entendu votre exposé et également d'après ce que j'ai pu lire dans les médias, que vous étiez en contact avec les provinces la semaine dernière. Les ministères provinciaux et fédéraux sont présents dans notre ville de Guelph, et la collaboration entre les deux ministères est excellente. À propos des supergrappes et des possibilités qu'elles offrent, les autres provinces sont-elles aussi impatientes que l'Ontario d'arriver à la deuxième priorité qui concerne la science, la recherche et l'innovation et, en particulier, la création de ces supergrappes?

L'hon. Lawrence MacAulay: Monsieur Longfield, je vous remercie pour votre question, et je peux vous assurer que lorsque nous nous rencontrons... Évidemment, je rencontre surtout les ministres et les dirigeants des syndicats agricoles, mais cela ne pose absolument aucun problème. Je pense que personne n'est mieux placé que les agriculteurs pour comprendre l'importance de la recherche et des autres activités de ce type.

À titre d'exemple, le canola est une création des scientifiques du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Ils comprennent si bien l'importance de ces programmes, ainsi que la nécessité d'utiliser les fonds de manière appropriée. Au bout du compte, les agriculteurs ont plus d'argent dans leurs poches. J'ai en fait pour responsabilité de

verser plus d'argent dans les poches des agriculteurs, et c'est ce que j'ai l'intention de faire.

Je pense qu'il est clair que, dans toutes les régions du pays, les agriculteurs veulent améliorer leur production et savent ce qu'ils doivent faire pour y parvenir, pas seulement en agrandissant leurs exploitations, mais grâce à une meilleure productivité de leurs terres.

• (1225)

M. Lloyd Longfield: Comment vont les discussions avec les provinces au sujet du cadre stratégique pour l'agriculture?

L'hon. Lawrence MacAulay: Tout va bien, mais il y a toujours un débat.

Lorsque 12 ou 13 ministres appartenant à des gouvernements différents s'assoient autour d'une même table, chacun d'entre eux veut faire entendre son point de vue, mais les discussions progressent bien. Nous avons eu une bonne rencontre la semaine dernière, ici, à Ottawa — un débat très riche.

Vous connaissez les principaux objectifs du cadre stratégique pour l'agriculture et il est juste de dire que tous les ministres s'entendent sur l'orientation à prendre. Je pense que nous y parviendrons, mais je ne peux rien garantir, puisque je me trouve actuellement à un treizième du programme.

Je suis sûr que Gerry en a bien conscience. Ce sont des négociations, bien entendu, mais nous voulons tous utiliser chaque dollar de la meilleure façon possible.

M. Lloyd Longfield: Oui.

L'hon. Lawrence MacAulay: Il y a eu un grand débat sur les programmes de gestion des risques commerciaux. Nous nous efforçons de bonifier ces programmes, de faire en sorte d'utiliser les fonds de la meilleure manière possible. C'est une responsabilité de notre gouvernement.

M. Lloyd Longfield: Oui, c'est formidable. Merci.

Nous espérons que le travail que nous avons fait, l'étude que nous avons produite, sera utile. C'est très aimable à vous de le mentionner d'entrée de jeu.

L'hon. Lawrence MacAulay: Oui, absolument.

Ce qui est important, lorsqu'on recueille les idées — et je suis certain que toutes les personnes autour de cette table le savent également —, ce n'est probablement même pas par les ministres que l'on apprend quels sont les besoins, mais dans les tables rondes et à travers les discussions que nous avons dans les diverses régions du pays. Ce sont les gens qui travaillent la terre ou ceux qui les représentent qui nous informent. C'est de la bouche des gens de la base que nous voulons apprendre où se situent les problèmes.

C'est ce que nous avons fait, je pense qu'on peut le dire, et nous espérons trouver la meilleure solution possible à ces problèmes.

M. Lloyd Longfield: Il ne faut jamais sous-estimer la créativité des agriculteurs.

L'hon. Lawrence MacAulay: Vous avez raison.

M. Lloyd Longfield: Je remarque que le Budget principal des dépenses affiche une diminution dans le cas de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, puisque son budget passe de 805 millions de dollars dans le budget des dépenses le plus récent à 704 millions de dollars en 2017-2018.

Je tiens à ce que l'ACIA reçoive les fonds dont elle a besoin.

L'hon. Lawrence MacAulay: Nous avons fait un investissement, mais je vais laisser Paul vous donner plus de détails à ce sujet.

M. Paul Mayers (vice-président, Politiques et programmes, Agence canadienne d'inspection des aliments): La diminution que vous avez notée dans le budget de l'Agence se rapporte au financement à durée limitée qui touche deux secteurs particuliers. Il y a d'abord le financement à durée limitée de programmes en fin de cycle. Comme les membres de votre comité le savent certainement, le budget de 2017 a fait un investissement important dans l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Par ailleurs, on note une diminution du financement dû au fait que l'initiative d'infrastructure fédérale arrive à terme, un financement que l'Agence a reçu pendant deux ans. La diminution que vous avez constatée était voulue, étant donné qu'elle se rapporte à des initiatives à durée limitée.

Dans le budget fédéral de 2017, l'Agence bénéficie d'un autre investissement de 149,3 millions de dollars étalés sur 5 ans, qui nous permet essentiellement de maintenir la programmation.

M. Lloyd Longfield: C'est excellent. Merci.

Nous avons un magnifique objectif qui vise à renforcer la croissance des exportations, et c'est un objectif impossible à atteindre sans l'appui de l'ACIA.

En parcourant le budget des dépenses, j'ai aussi noté que beaucoup de fonds destinés à d'autres ministères s'appliquent en fait à l'agriculture, en termes de financement stratégique, et, comme vous l'avez déjà mentionné, au financement des transports, de l'infrastructure verte.

Serait-il possible de rassembler les recherches en agriculture financées dans d'autres ministères ou est-ce suffisant d'être au courant de ce qui se fait ailleurs?

L'hon. Lawrence MacAulay: Si vous faites allusion au budget et aux crédits qui ont été attribués, par exemple aux supergrappes, les 200 millions de dollars à l'appui de la technologie propre et les crédits de 1,26 milliard de dollars, tous ces fonds sont à la disposition de l'agriculture et d'autres secteurs. Ils sont combinés... Il faut présenter une demande. Les critères seront annoncés par Navdeep Bains et les autres personnes responsables de l'attribution de ces fonds. Cependant, il est important que le secteur de l'agriculture comprenne que ces fonds sont destinés par le gouvernement à encourager la croissance économique du pays.

Vous avez parlé des opportunités. C'est vers les marchés asiatiques qu'il faut se tourner. Nous pouvons produire ces denrées, mais nous devons faire ces investissements. Par ailleurs, les agriculteurs et d'autres groupes doivent faire appel à ces fonds pour que nous puissions mettre en oeuvre la technologie. Essentiellement, nous devons produire plus avec la même superficie de terre. C'est ce que nous faisons depuis plusieurs années et que nous voulons continuer à faire.

• (1230)

Le président: Merci, monsieur le ministre.

Merci, monsieur Longfield.

[Français]

Madame Brosseau, vous avez six minutes.

[Traduction]

Mme Ruth Ellen Brosseau (Berthier—Maskinongé, NPD): Merci, monsieur le ministre, d'être venu témoigner devant notre comité.

Nous avons parlé de la PACA, la Perishable Agricultural Commodities Act, au cours de la dernière législature, et l'an dernier, le comité de l'agriculture a étudié la question pendant plusieurs jours.

Nous vous avons écrit le 9 juin pour vous demander de prendre des mesures au sujet de la PACA. Où en est-on actuellement?

L'hon. Lawrence MacAulay: Madame Brosseau, merci beaucoup. Nous avons déjà parlé de ce sujet et, comme je l'ai déjà dit, notre gouvernement s'engage pleinement à assurer le succès financier du secteur des fruits et légumes du Canada. Nous voulons nous assurer que l'industrie continue à bénéficier des avantages dont elle a besoin. Les discussions se poursuivent.

Mme Ruth Ellen Brosseau: On peut donc dire que les pourparlers sont en cours.

L'hon. Lawrence MacAulay: C'est en cours. Absolument.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Très bien. Parfait.

Dans votre exposé, vous avez abordé la gestion de l'offre. Je représente une circonscription du Québec qui compte des centaines de fermes laitières et de fermes avicoles. Le gouvernement libéral, votre gouvernement, a annoncé des indemnités pour le secteur, et un ensemble de mesures d'aide d'une valeur de 250 millions de dollars pour la modernisation de la technologie et de l'équipement, et un montant de 100 millions de dollars destinés aux transformateurs laitiers.

Comme vous le savez, monsieur le ministre, les producteurs laitiers du Canada prévoient des pertes définitives de revenu de l'ordre de 116 millions de dollars. Avec l'entrée en vigueur de l'AECG, l'Association des transformateurs laitiers prévoit des pertes annuelles de 230 millions de dollars pour les producteurs de fromage, contribuant ainsi aux pertes de 719 millions de dollars de l'ensemble de l'économie, avec la disparition potentielle de près de 3 000 emplois.

Au cours de vos observations, vous avez dit que la « première tranche » de cet investissement est prévue dans le Budget supplémentaire des dépenses (A) qui a été déposé la semaine dernière. Pouvez-vous nous donner une idée de ce financement?

L'hon. Lawrence MacAulay: Merci beaucoup. Sur les 350 millions de dollars qui seront dépensés, 250 millions de dollars sont destinés aux agriculteurs et 100 millions de dollars au secteur de l'innovation et de la transformation. Lorsque le programme sera annoncé, l'année ne sera pas entièrement écoulee, mais les crédits s'élèveront à 44,2 millions de dollars. Les producteurs laitiers recevront 250 millions de dollars répartis sur 4 ans et les transformateurs 100 millions de dollars étalés sur 4 ans. Ces fonds seront répartis de manière appropriée, mais ils seront dépensés. C'est une annonce très positive.

Il est important de souligner qu'il s'agit seulement d'une partie des fonds qui seront mis à la disposition de l'industrie laitière et du secteur agricole.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Mais vous comprenez...

L'hon. Lawrence MacAulay: Il est important de faire front commun afin de nous assurer que les agriculteurs de toutes les circonscriptions comprennent que des fonds sont disponibles pour l'innovation, la technologie verte, la technologie propre — pour ce genre d'initiatives. Je pense que nous pouvons tous unir nos efforts en ce sens. Je suis certain que vous ferez votre part, car je crois savoir que vous êtes très engagée auprès des producteurs laitiers.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Je comprends, monsieur le ministre...

L'hon. Lawrence MacAulay: Moi aussi. J'en suis un.

Mme Ruth Ellen Brosseau: ... cependant, les pertes prévues sont beaucoup plus importantes que les indemnités. Les mesures d'aide que vous avez proposées ne sont pas suffisantes par rapport à ce que les agriculteurs espèrent en matière de protection de la gestion de l'offre.

[Français]

Je vais passer au français pour poser mes questions.

Ce matin, un rapport du vérificateur général sur les droits de douane a été rendu public. On y conclut que 168 millions de dollars de droits de douane n'ont pas été perçus par l'Agence des services frontaliers du Canada sur des produits agricoles contingentés. C'est sûr que vous avez un rôle à jouer là-dedans, car cela affecte les producteurs de tout le Canada.

Voici un extrait de ce rapport du vérificateur général:

Cette constatation est importante parce que l'intégrité du système de contingents tarifaires dépend de la capacité du gouvernement à veiller à ce que tous les importateurs respectent toutes les règles et réglementations applicables.

Si les importations représentent une concurrence déloyale pour nos producteurs, il en résultera peut-être des pertes pour l'industrie agricole.

Qu'allez-vous faire pour régler cette situation extrêmement problématique pour nos producteurs agricoles?

[Traduction]

L'hon. Lawrence MacAulay: Tout d'abord, je comprends la première partie de votre question. C'est sans aucun doute un important investissement que nous avons fait en faveur des producteurs laitiers et du secteur de la transformation — après consultation, après avoir parlé aux transformateurs et aux agriculteurs.

Par ailleurs, ce dont vous parlez dans la deuxième partie de votre question est extrêmement important. Ce phénomène a commencé il y a quelques années, et j'en ai pris conscience lorsque j'ai été nommé ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. C'est un grave problème. Certains produits soumis à la gestion de l'offre sont importés au pays...

• (1235)

Mme Ruth Ellen Brosseau: Ce sont de grosses pertes.

L'hon. Lawrence MacAulay: ... et ne sont pas arrêtés à la frontière. Il y a par exemple la volaille de réforme. Il y a aussi...

Le mot m'échappe. C'est l'opération qui consiste à prendre un produit et à le transformer.

Une voix: Les CPL.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Mais ce sont des denrées agricoles périssables.

L'hon. Lawrence MacAulay: J'ai annoncé des consultations le 6 janvier 2016. Il y a eu plusieurs consultations.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Donc, vous allez en faire une priorité.

L'hon. Lawrence MacAulay: C'est ce que j'essaie de vous dire.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Je tiens à m'en assurer.

J'ai une question supplémentaire.

L'hon. Lawrence MacAulay: Non, mais six personnes ont perdu leurs privilèges en matière d'importation parce qu'elles avaient importé des produits soumis à la gestion de l'offre et ne les avaient pas exportés dans les 90 jours. C'est un début.

Avons-nous résolu tous les problèmes? Non, mais nous y travaillons afin de nous assurer que le secteur soumis à la gestion de l'offre soit traité de manière équitable et vous avez tout à faire raison de dire qu'en ce moment, ce n'est pas le cas.

Mme Ruth Ellen Brosseau: J'aimerais rapidement poser une autre question. Récemment, un projet de loi d'initiative parlementaire concernant le transfert des exploitations familiales a été déposé à la Chambre. Malheureusement, il a été rejeté, principalement parce que le Parti libéral n'avait pas compris...

[Français]

Le président: Malheureusement, madame Brosseau, le temps dont vous disposiez est écoulé.

Monsieur Peschisolido, vous avez six minutes.

[Traduction]

M. Joe Peschisolido (Steveston—Richmond-Est, Lib.): Merci, monsieur le président d'être venu témoigner aujourd'hui.

Comme vous le savez, ma circonscription de Steveston—Richmond-Est se trouve juste au sud de Vancouver. Nous nous occupons des questions d'agriculture dans toute la vallée du bas Fraser. Comme vous, je suis pour la création d'un secteur agricole prospère et robuste en Colombie-Britannique.

Rappelez-vous que vous étiez venu à la ferme Hoegler et que vous aviez visité une ferme de 200 acres au milieu de Richmond. Nous avons réuni environ 200 agriculteurs de toute la région. Ils étaient intrigués, non seulement par les visites et les tours que nous avons faits, mais également par les conversations que vous aviez eues avec eux. Vous leur aviez parlé de la façon de bâtir un secteur agricole fort en Colombie-Britannique.

Un peu plus tôt, vous avez mentionné que vous avez abordé le cadre stratégique au cours de vos conversations avec vos homologues provinciaux. Je sais que vous en avez parlé en long et en large avec M. Longfield, mais pouvez-vous nous dire comment les choses se présentent en Colombie-Britannique?

L'hon. Lawrence MacAulay: Je peux vous parler de l'évolution des travaux, mais comme je l'ai déjà dit, beaucoup de ministres provinciaux différents participent au processus et je ne peux donc pas vous parler du cadre sur lequel nous travaillons. Aucune annonce n'a encore été faite.

Nous nous sommes efforcés... comme je l'avais constaté lorsque j'étais dans votre circonscription. Les recettes sont excellentes pour les petites entreprises très prospères qui produisent des denrées fraîches pour les collectivités. Ce type d'activité est plus qu'excellent. Nous tentons de réunir les conditions favorables pour ce genre d'activités et pour beaucoup d'autres.

À mon avis, la gestion des risques commerciaux est très importante. Je pense que les ministres l'ont reconnu, et j'espère que nous pourrions trouver une solution appropriée.

Par ailleurs, il est important de noter — et j'aimerais le souligner à l'intention du Comité et des personnes qui nous écoutent — qu'il y a beaucoup d'autres fonds disponibles au-delà du cadre stratégique national. Les agriculteurs sont innovateurs. J'ai été exploitant agricole toute ma vie, et je sais qu'il ne faut jamais être à court de solutions. Un agriculteur doit être débrouillard, car il doit savoir faire beaucoup de choses: il doit être à la fois un peu mécanicien, un peu soudeur et un peu vétérinaire. Ces fonds sont là pour aider le secteur agricole à mettre l'accent sur l'innovation et sur une technologie plus propre. Toutes ces choses sont tellement importantes.

Ensuite, il y a les supergrappes qui nous permettront de saisir toutes les opportunités qui se présentent dans le monde entier. J'ai eu le privilège de voyager au Vietnam, en Inde et en Chine. Dans ces pays, la demande est immense sur le plan alimentaire et croît d'environ 7 % par année. Les consommateurs veulent avoir les bons produits que vous avez mangés ce matin à votre petit-déjeuner et notre travail consiste à leur fournir ces produits.

Le cadre stratégique et le dernier budget visent à nous aider à y parvenir. Il est important que les agriculteurs comprennent que ces deux outils sont là pour s'assurer que nous unissons nos efforts. Mon ministère n'est pas le seul concerné; c'est un programme à l'échelle de tout le gouvernement. Je suis certain que le secteur agricole saura en tirer parti.

● (1240)

M. Joe Peschisolido: Monsieur le ministre, vous avez parlé de l'Inde, du Vietnam et de la Chine. Souvenez-vous qu'il y avait, lors de votre visite, beaucoup d'agriculteurs canadiens originaires de Chine, de l'Asie du Sud et du Vietnam. Nous avons évoqué les exportations vers l'Asie et leur grande importance pour tout le Canada, mais en particulier pour la Colombie-Britannique. Je tiens à vous remercier d'avoir mis l'accent sur la création d'abattoirs fédéraux, afin que nous puissions commencer à exporter notre bœuf et nos autres produits vers l'Asie.

Pouvez-vous nous parler un peu plus des conversations que vous avez eues avec des responsables en Chine, au Vietnam et en Inde, afin que les agriculteurs de Colombie-Britannique et de toutes les régions du pays puissent se préparer à l'ouverture d'un nouveau marché?

L'hon. Lawrence MacAulay: Je vais vous donner un exemple, celui des légumineuses à graines comestibles. Quatre-vingt-dix pour cent des légumineuses que nous produisons au pays sont exportées vers le marché asiatique. Je pense qu'on en cultive maintenant dans toutes les régions du pays. C'est un simple exemple, mais on pourrait aussi parler du bœuf et du porc et de beaucoup, beaucoup d'autres produits en demande là-bas. Il y a aussi les crustacés et beaucoup d'autres produits. Pour le canola, nous avons également signé une entente avec la Chine qui nous mène jusqu'en 2020 et qui est extrêmement importante. Il faut toujours déployer beaucoup d'efforts pour conclure ces ententes, mais je crois que c'est très intéressant, parce qu'à mon sens, nous exportons plus de canola que nous ne l'avons jamais fait. C'est aussi extrêmement important pour le secteur agricole. C'est un débouché pour l'ensemble de l'agriculture. Certaines denrées que nous produisons ne sont peut-être pas en demande dans toutes les régions du globe, mais il existe quelque part dans le monde des débouchés pour la plupart des denrées que produit notre agriculture.

M. Joe Peschisolido: Vous avez mentionné un peu plus tôt le Groupe de travail sur la logistique du transport des récoltes. Pouvez-vous nous dire pourquoi il a été rétabli et quels en sont les avantages?

L'hon. Lawrence MacAulay: Nous devons faire en sorte que les agriculteurs comprennent exactement la situation. Cela me permet de m'asseoir avec les agriculteurs et de prendre note directement de leurs préoccupations. Nous devons savoir aussi, dans l'industrie du grain, comment fonctionne le transport des récoltes et ce qui est disponible. Voilà la mission du groupe de travail, en l'occurrence s'assurer que les agriculteurs — ainsi que les membres du gouvernement et de ce comité — soient pleinement conscients des problèmes et comprennent quelles sont les orientations que nous devons prendre et quels sont les programmes dont nous disposons.

Le président: Merci, monsieur le ministre.

Madame Lockhart.

Je vous prie de m'excuser, mais je dois m'organiser pour donner la parole à tous. En conséquence, le temps de parole sera réduit à quatre minutes à partir de maintenant.

Mme Alaina Lockhart: Très bien, monsieur le président.

Je remercie monsieur le ministre et les fonctionnaires de son ministère d'être venus témoigner aujourd'hui.

La main-d'oeuvre me tient particulièrement à coeur, étant donné que je suis une ancienne spécialiste des ressources humaines et dirigeante d'entreprise, en plus d'être originaire de la région de l'Atlantique. L'objectif de 75 milliards de dollars en exportations agricoles nous paraît extrêmement prometteur et nous sommes fascinés par l'innovation et les possibilités que cela ouvre, ainsi que par l'approche pangouvernementale qui ne se limite pas au seul secteur de l'agriculture. Je me demande si vous pourriez nous parler de la main-d'oeuvre et des moyens que vous mettez en oeuvre avec les autres ministères pour consolider notre main-d'oeuvre au cours des années à venir dans le secteur de la production et également dans celui de la transformation.

L'hon. Lawrence MacAulay: Assurément, quel que soit le secteur auquel vous faites allusion — mais s'il s'agit du programme de travailleurs étrangers, je peux vous dire que c'est un domaine qui me tient véritablement à coeur. Je sais que le programme de travailleurs étrangers a connu des difficultés, mais c'est un programme essentiel dans de nombreuses régions du pays. Selon moi, si nous avons le produit et la capacité de fabrication, mais pas la main-d'oeuvre, il est important que le gouvernement prenne les moyens pour remédier à cette situation. Je peux vous assurer que je travaille en étroite collaboration avec Emploi et Développement social Canada.

Les gens que je représente acceptent le chômage et autres réalités, mais si une usine embauche 150 travailleurs étrangers et 250 ou 300 travailleurs locaux, il faut bien se rendre compte que sans les travailleurs étrangers, les travailleurs locaux n'auraient pas d'emploi. L'usine s'installerait ailleurs, peut-être dans l'État du Maine, ou dans un autre État. Je suis fermement convaincu que ce que nous devons faire c'est de régler dans la mesure du possible les problèmes que rencontre le programme, afin que nous puissions compter sur les travailleurs. C'est tellement important, et je vous remercie d'avoir posé la question.

● (1245)

Mme Alaina Lockhart: C'est un bon argument que vous présentez là. Quand on met dans la balance les travailleurs étrangers et les travailleurs canadiens qui ont de la difficulté à trouver un emploi, on se rend compte que les premiers permettent à certains employeurs de consolider leur position et de créer de plus en plus d'emplois pour les travailleurs locaux.

Nous avons parlé aussi de planification successorale, de la jeunesse et de la façon d'intéresser les jeunes. Je me demande si vous pourriez nous parler un peu plus de l'initiative pour des emplois verts destinée aux jeunes en milieu agricole, afin de nous présenter le programme et de nous parler de ses avantages.

L'hon. Lawrence MacAulay: Du point de vue des agriculteurs, l'initiative pour des emplois verts permet aux jeunes d'obtenir un emploi, par exemple dans une ferme. C'est un emploi dans le secteur de l'environnement, mais c'est aussi un emploi agricole. Les jeunes trouvent ainsi du travail et acquièrent une expérience dans une ferme. Tout le monde ici autour de la table sait que la première question que l'on pose aux demandeurs d'emploi porte sur leur expérience préalable. L'initiative pour les emplois verts donne aux personnes qui n'ont pas d'expérience de travail l'occasion de travailler dans un secteur qui est en voie de devenir un des plus importants de notre pays: l'agriculture et l'agroalimentaire. C'est un programme essentiel pour chacune des parties. Nous devons nous assurer que les personnes intéressées... L'agriculture offre beaucoup de possibilités différentes. Quant au secteur de la transformation, je pense qu'il est préférable d'expédier des produits emballés plutôt que des chargements de denrées alimentaires en vrac, parce que cela rapporte plus aux producteurs, et nous faisons tout notre possible pour encourager la transformation. C'est pour cela que nous consacrons des fonds à l'innovation et à ce type d'activité. Les innovateurs peuvent obtenir des fonds disponibles dans le budget de Navdeep Bains et d'autres budgets pour moderniser leurs usines afin de transformer ce type de produits. Je ne suis pas tellement en faveur de l'exportation de produits qui doivent être emballés ailleurs, mais cela arrive et continuera d'arriver...

Mme Alaina Lockhart: Oui.

L'hon. Lawrence MacAulay: ... mais les profits doivent revenir à notre pays.

Le président: Merci.

Monsieur Gourde, vous disposez de quatre minutes.

[Français]

M. Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci, monsieur le ministre, d'être ici.

Un des grands défis pour les générations futures, en ce qui concerne les transferts de fermes, est l'augmentation du prix des terres. Les modèles de transfert doivent être évolutifs et très imaginatifs. Ces terres valent de plus en plus cher lorsqu'elles sont transférées. Il y a donc un impact financier énorme, et le fardeau de la dette revient aux générations futures de fermiers qui vont passer une partie de leur vie à payer des intérêts aux banques plutôt que de profiter des fruits de leur travail.

Avez-vous un plan pour aider ces futurs agriculteurs, monsieur le ministre?

[Traduction]

L'hon. Lawrence MacAulay: Il est clair qu'il y a là un problème. Il est impossible pour le gouvernement de financer l'achat d'une exploitation agricole par les jeunes. Cela n'arrivera jamais, mais nous avons agi en collaboration avec la Société du crédit agricole, en vue d'augmenter la limite des prêts accordés aux jeunes agriculteurs d'un demi-million à 1 million de dollars. Cette augmentation facilite un peu les choses. Cependant, il y a beaucoup d'autres possibilités, notamment sur le plan fiscal. J'ai toujours été favorable à l'utilisation du régime fiscal pour améliorer les possibilités. Le fait est que les terres agricoles sont coûteuses et que leur prix ne cesse d'augmenter. On ne peut rien y changer. Je ne pense pas que nous soyons en mesure de... Ce sont les successions qui posent un grand problème. Est-ce que j'ai une solution pour permettre aux jeunes d'acheter une exploitation de plusieurs millions de dollars et est-ce qu'on doit leur donner l'argent nécessaire à l'achat? Non, le gouvernement n'achètera

pas des exploitations pour les jeunes agriculteurs, mais nous faisons tout en notre possible, grâce à des mesures fiscales, pour que cette transition soit possible et que les jeunes puissent se lancer dans le secteur agricole.

[Français]

M. Jacques Gourde: Vous avez parlé d'un investissement important du gouvernement dans l'infrastructure ferroviaire pour aider les producteurs de grains à exporter leurs produits. Cependant, une partie du problème, actuellement, est la concurrence sur les voies ferrées des wagons qui transportent du pétrole. Est-ce que le gouvernement a lancé la serviette relativement à la construction d'oléoducs, ce qui aurait peut-être permis aux grains de circuler par voie ferroviaire? Ce sera un grand défi de construire de nouvelles voies ferroviaires. Il faut aussi considérer l'aspect environnemental: les voies ferrées sont très visibles, contrairement aux oléoducs qui sont sous terre et que nous ne voyons pas du tout.

• (1250)

[Traduction]

L'hon. Lawrence MacAulay: Tout d'abord, le transport du pétrole, ce n'est pas mon domaine. Les oléoducs sont faits pour ça, et nous sommes en faveur des oléoducs, dans la mesure où ils sont construits de la manière appropriée. Cependant, les voies ferroviaires sont d'une importance capitale. Nous savons qu'il y a quelques années, un grave problème dans le transport d'une cargaison de grain dans les Prairies avait donné lieu à une étude. C'est ce qui nous vaut d'avoir les nouvelles dispositions qui ont été présentées aujourd'hui à la Chambre et qui me semblent extrêmement importantes. Quand j'étais exploitant agricole, producteur de pommes de terre à l'Île-du-Prince-Édouard, nous utilisions le transport ferroviaire. Si je commandais un wagon, je devais le charger et, si je ne pouvais pas le remplir, je devais payer pour me regrouper avec un autre expéditeur. Et si le wagon n'arrivait pas, je me retrouvais en plan.

Il y a eu beaucoup de changements. C'est le cas notamment de la mise en place des pénalités réciproques, quelque chose que je ne pensais jamais voir de mon vivant comme ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Je pense que c'est très important pour le secteur agricole parce qu'il faut... Si l'agriculteur rencontre un problème, il faut aussi que le fournisseur en subisse les conséquences. Ça, c'est un des aspects. Il y a aussi l'interconnexion... Il y a plusieurs autres éléments qui sont extrêmement importants pour que nous puissions disposer d'un réseau ferroviaire adéquat pour le transport des produits et pas seulement les produits que nous avons aujourd'hui. Il faut que le réseau soit suffisant pour le transport des produits que nous devons faire transporter dans quatre ou cinq ans, car la production va augmenter. Nous faisons des investissements dans le secteur agricole pour augmenter la production tout en conservant la même superficie de terre. Cela signifie que la demande va augmenter en matière de transport.

Le président: Merci, monsieur MacAulay.

L'hon. Lawrence MacAulay: Nous devons pouvoir disposer d'un réseau de transport qui nous offre un tel service, car il ne sert à rien de produire si l'on ne peut pas acheminer nos produits aux consommateurs, et, souvent, il faut que la livraison soit faite sans délai. Si vous ne pouvez pas livrer vos produits au moment voulu, quelqu'un d'autre le fera. Je veux faire en sorte que les agriculteurs canadiens puissent offrir ce service.

Le président: Merci, monsieur le ministre.

[Français]

Monsieur Breton, vous avez la parole pour quatre minutes.

M. Pierre Breton (Shefford, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie également le ministre d'être parmi nous. Cela est extrêmement apprécié.

Je suis particulièrement fier que l'agriculture soit un des six secteurs cibles du nouveau plan du gouvernement pour notre économie. À mon avis, la hausse des exportations de 75 milliards de dollars d'ici 2025 est un objectif extrêmement louable.

Les agriculteurs et les transformateurs de ma circonscriptions sont plutôt fiers que notre gouvernement mette plusieurs mesures en place. Dans la région, il y a des producteurs de sirop d'érable. En fait, il s'agit d'un secteur d'activité important, de même que la production de porc et de jus de fruits. Tout tourne autour de la production parce que la taille des terres n'augmentera pas. Il sera donc difficile d'agrandir les manufactures ou les usines.

Les producteurs veulent participer à ce plan économique. Si vous aviez deux ou trois propositions à faire à nos agriculteurs et transformateurs en vue de les aider, quelles seraient-elles? C'est extrêmement important pour eux parce qu'ils veulent tirer parti des possibilités qui existent. Ils ont des produits de qualité à offrir et ils veulent faire profiter la planète de ces produits.

[Traduction]

L'hon. Lawrence MacAulay: Votre sirop d'érable est un produit de qualité. Quand on voyage de par le monde, on peut en être fier. Tout le monde aime le sirop d'érable. Je ne connais pas les chiffres exacts, mais je suis certain que vous pouvez produire beaucoup plus de sirop d'érable et qu'il n'y aura aucun problème à l'écouler. Assurément, c'est un produit qui se vend tout seul.

En revanche, ce n'est pas le cas pour tous les produits. Il faut s'assurer d'avoir... Je pense qu'il est très important de traiter directement avec les gouvernements. Je pense qu'il est essentiel d'établir d'abord un rapport avec les différents gouvernements. Ensuite, il faut créer des liens avec les importateurs. Je pense surtout au marché asiatique. Nous travaillons fort dans ce secteur. Voilà ce que nous essayons de faire.

Nous avons des missions commerciales là-bas et nous ne manquons jamais de présenter le sirop d'érable. La dernière fois que j'y suis allé, j'ai vu de magnifiques homards au marché. Nous avons ouvert une foire commerciale avec le ministre de l'Agriculture en Chine. Toutes ces interventions sont utiles puisqu'elles attirent une couverture médiatique et qu'elles permettent de présenter les différents produits de la manière qui plaît aux Chinois, aux Indiens ou aux Vietnamiens. Voilà ce que vous devez être en mesure d'offrir. C'est sur cet aspect que nous travaillons.

Je dois dire qu'au fil des années, les gouvernements successifs se sont beaucoup investis dans ce domaine, mais nous devons nous assurer de tirer parti des possibilités qui s'offrent à nous aujourd'hui. Je pense que nous devons reconnaître que nous faisons de notre mieux pour y parvenir. Nous avons les produits qu'il faut.

On a mentionné un peu plus tôt notre processus réglementaire. Ce processus est extrêmement important, car, quoi qu'il arrive, il y a toujours des problèmes lorsqu'on vend des produits à un pays étranger. Notre système réglementaire s'appuie sur des données scientifiques. Il permet de résoudre beaucoup plus facilement les problèmes, car on peut envoyer un spécialiste n'importe où dans le monde.

C'est vrai également que la plupart des pays du monde apprécient notre système fondé sur des principes scientifiques — parfois ils ne l'acceptent pas. C'est un élément indispensable. On parle de confiance, d'approbation sociale. Toutes ces notions sont si

importantes en Asie, mais, bien entendu, notre plus grand partenaire, c'est les États-Unis d'Amérique. Nous devons nous assurer de conserver ce marché. Ce sont nos meilleurs amis et notre plus grand marché et nous allons continuer à collaborer très étroitement avec eux.

Voilà essentiellement où nous en sommes, monsieur Breton, grâce à nos efforts de promotion.

Je crois qu'on peut ajouter également que l'AECG va permettre des échanges de 1,5 milliard de dollars chaque année. Les accords de ce type sont extrêmement importants et font l'envie des autres pays.

Nous avons l'exemple de l'ALENA. Cet accord a permis de quadrupler les ventes de produits agricoles au pays. Ces ententes sont extraordinaires.

• (1255)

Le président: Merci, monsieur le ministre.

Il nous reste quatre ou cinq minutes.

Nous allons donner la parole à M. Ritz pour deux ou trois minutes et ensuite, nous essaierons d'accorder une dernière question à Mme Brosseau.

L'hon. Gerry Ritz (Battlefords—Lloydminster, PCC): Merci, monsieur le président.

Mesdames et messieurs, monsieur le ministre, c'est agréable de vous voir ici. C'est un peu comme des retrouvailles.

Vous avez dit que vous alliez maintenir le Groupe de travail sur la logistique du transport des récoltes. Je crois que c'est la bonne chose à faire. Comme vous l'avez dit, le bon fonctionnement du transport ferroviaire repose sur la transmission des données et les expéditeurs doivent savoir quelles sont les possibilités.

Vous allez aussi étendre le système à Quorum, Mark Hemmes et son groupe de travail.

Seront-ils en mesure de recueillir des données semaine après semaine, corridor par corridor, ou est-ce trop attendre de Mark qu'il recueille des données sur une base hebdomadaire? C'est très important. Oui ou non?

L'hon. Lawrence MacAulay: J'adore ces questions auxquelles il faut répondre par oui ou par non.

L'hon. Gerry Ritz: C'est que je n'ai pas beaucoup de temps.

L'hon. Lawrence MacAulay: En fait, le processus va évoluer et on saura plus tard quel sera son fonctionnement.

Nous n'avons pas toutes les réponses. Cela vient juste d'être annoncé aujourd'hui, alors les détails viendront plus tard.

L'hon. Gerry Ritz: Très bien.

L'hon. Lawrence MacAulay: Leur rôle, monsieur Ritz, est de faire en sorte que — vous le savez bien — les agriculteurs soient tenus au courant de la situation, de même que vous et moi.

C'est ce qui est extrêmement important et nous voulons que cela soit possible.

L'hon. Gerry Ritz: Très bien. C'est parfait.

Le commerce est vital pour l'agriculture canadienne dont la production va atteindre 75 milliards de dollars. Je pense que nous pouvons sans doute faire mieux.

Cependant, vous n'avez absolument pas parlé du PTP, partenariat qui est très important pour l'agriculture canadienne. Vous n'en avez pas dit un mot. Vous n'avez fait aucun commentaire au sujet de la distribution du fromage qui sera importé de l'Union européenne. Nous allons pourtant devoir faire face à tout cela.

Nous espérons que ce genre de détails nous parviendra plus tard.

L'hon. Lawrence MacAulay: Oui, absolument.

Je n'ai pas parlé de tous les accords commerciaux dont notre pays est signataire. Je ne suis pas ministre du Commerce, même si le commerce m'intéresse beaucoup.

L'hon. Gerry Ritz: [*Inaudible*]

L'hon. Lawrence MacAulay: Je comprends l'importance du commerce.

C'est pourquoi notre gouvernement a pris soin de négocier l'AECG et de l'approuver, pour que nos agriculteurs aient accès à un marché d'un demi-milliard de personnes.

L'hon. Gerry Ritz: Certainement.

L'hon. Lawrence MacAulay: Voilà ce que nous voulions faire...

L'hon. Gerry Ritz: J'ai eu le plaisir de préparer un peu votre travail.

L'hon. Lawrence MacAulay: Nous sommes ouverts à tous les marchés commerciaux, monsieur Ritz. Je peux vous en assurer.

L'hon. Gerry Ritz: Certainement.

Dans le domaine du commerce, il est très important aussi d'avoir des représentants du milieu agricole dans les ambassades et les consulats du monde entier, ainsi que des représentants de l'ACIA dans certains marchés spécialisés.

Est-ce que vous envisagez également de faire appel, non pas à des diplomates qui ont connaissance des dossiers agricoles, mais plutôt à des représentants du secteur agricole eux-mêmes? Nous avons pu constater combien ils sont efficaces dans ces marchés.

L'hon. Lawrence MacAulay: Je comprends votre question et vos préoccupations.

Je ne suis pas très favorable à la fermeture des ambassades. Je tiens à ce que les ambassades disposent du personnel qualifié, des personnes qui connaissent le secteur agricole, afin que différentes personnes puissent expliquer à nos clients avec précision le type de produits que nous offrons.

Nous avons 34 délégués commerciaux spécialistes de l'agriculture en poste dans différents pays du monde. Ma sous-ministre vient tout juste de me donner l'information.

L'hon. Gerry Ritz: Je le sais.

Le président: Merci, monsieur le ministre. Merci, monsieur Ritz.

[*Français*]

Mme Brosseau, vous avez une minute ou deux, et nous allons ensuite conclure la séance.

[*Traduction*]

Mme Ruth Ellen Brosseau: Quand le ministre du Commerce international va-t-il annoncer ce qu'il a l'intention de faire à propos des importations de fromage dans le cadre de l'AECG? Est-ce que c'est pour bientôt?

• (1300)

L'hon. Lawrence MacAulay: Vous comprendrez, madame Brosseau, que je dois laisser au ministre du Commerce le soin d'en faire l'annonce.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Très bien.

L'hon. Lawrence MacAulay: Je ne veux pas marcher sur ses plates-bandes, mais je pense que c'est pour bientôt.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Parfait.

Récemment, un projet de loi d'initiative parlementaire visant à faciliter le transfert des exploitations agricoles familiales a été présenté à la Chambre des communes. Malheureusement, ce projet n'a même pas atteint l'étape des comités. Rien dans le budget n'est proposé pour faciliter le transfert des exploitations familiales.

Quel type de mesures allez-vous proposer pour faciliter le transfert des exploitations familiales?

L'hon. Lawrence MacAulay: C'est un grand problème, comme je l'ai dit un peu plus tôt, en réponse à une question sur les exploitations familiales. Nous avons augmenté de 500 000 \$ à 1 million de dollars le financement dont peuvent bénéficier les jeunes agriculteurs, mais je sais que l'on doit dépenser beaucoup plus d'argent lorsqu'on achète une exploitation agricole. C'est un problème qui nous préoccupe et que nous continuerons à examiner.

Le gouvernement fédéral propose toute une gamme de programmes auxquels les jeunes agriculteurs peuvent faire appel. Il y a, par exemple, le programme de la Loi canadienne sur les prêts agricoles et, comme je l'ai mentionné, le programme d'appui aux jeunes agriculteurs et le programme Objectif carrière qui finance 65 partenariats agricoles.

Il y a toutes sortes de programmes auxquels ils peuvent faire appel, mais je suis bien conscient que le transfert d'une exploitation agricole représente une grosse dépense.

Mme Ruth Ellen Brosseau: J'aimerais revenir à la PACA, une loi qui est en place depuis quelques années, même si je sais qu'elle est du ressort du ministre Bains.

Pouvez-vous confirmer que quelque chose sera proposée au sujet de la PACA avant l'été, ou devons-nous attendre une autre année ou peut-être même la prochaine élection?

L'hon. Lawrence MacAulay: Je comprends votre question, mais vous savez que je ne peux pas faire une annonce à la place de quelqu'un d'autre. J'aimerais bien pouvoir le faire, mais c'est impossible.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Très bien.

Le président: Malheureusement, c'est tout le temps que nous avons ce matin.

Je tiens à remercier le ministre d'avoir pris le temps de venir nous parler aujourd'hui, ainsi que tous les représentants du gouvernement fédéral, M. Gorrell, M. Corriveau, Mme Lyon, M. Rosser et M. Mayers. Merci à tous d'être venus.

L'hon. Lawrence MacAulay: Merci beaucoup. Ce fut un plaisir.

Le président: À la prochaine.

Merci.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>